DÉCISIONS

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 9 décembre 2013

relative à une participation financière complémentaire aux programmes de contrôle de la pêche présentés par les États membres pour 2013

[notifiée sous le numéro C(2013) 8576]

(Les textes en langues anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine et suédoise sont les seuls faisant foi.)

(2013/762/UE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 861/2006 du Conseil du 22 mai 2006 portant mesures financières communautaires relatives à la mise en œuvre de la politique commune de la pêche et au droit de la mer [1], et notamment son article 21,

considérant ce qui suit:

(1) Sur la base des demandes de cofinancement de l'Union présentées par les États membres pour leurs programmes de contrôle de la pêche pour l'année 2013, la Commission a adopté la décision d'exécution 2013/410/UE du 10 juillet 2013 relative à une participation financière de l'Union aux programmes de contrôle de la pêche présentés par les États membres pour 2013 [2], qui a laissé une partie des crédits budgétaires disponibles en 2013 inutilisée.

(2) Il convient à présent que cette partie inutilisée du budget 2013 soit allouée par une nouvelle décision.

(3) Conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 861/2006, les États membres ont été invités à présenter des programmes relatifs à un financement complémentaire dans les domaines prioritaires définis par la Commission dans sa lettre aux États membres du 7 juin 2013, c'est-à-dire des projets visant à adapter les systèmes d'enregistrement et de communication électroniques à la future obligation de débarquer toutes les captures, y compris en ce qui concerne l'adaptation des bases de données des États membres, l'interopérabilité des systèmes d'enregistrement et de communication électroniques, la mesure de la puissance des moteurs et la traçabilité des produits de la pêche. Les exigences à remplir par les opérateurs et/ou les États membres qui investissent dans des projets de traçabilité ont été définies par la Commission dans sa lettre aux États membres du 14 mai 2012.

(4) Sur cette base, et compte tenu des impératifs budgétaires, les demandes de financement de l'Union dans le cadre des programmes relatives à des actions telles que la formation et les initiatives de sensibilisation aux règles de la politique commune de la pêche ont été rejetées, étant donné qu'elles ne concernaient pas les domaines prioritaires susmentionnés. Dans le cadre des domaines prioritaires indiqués par la Commission, tous les projets au titre des programmes n'ont pas pu être retenus en raison de contraintes budgétaires. La Commission a dû sélectionner les projets à cofinancer sur la base d'une évaluation de leur conformité avec les priorités définies.

(5) En ce qui concerne les projets en matière de traçabilité, il importe de veiller à ce qu'ils soient élaborés sur la base de normes internationales reconnues, conformément à l'article 67, paragraphe 8, du règlement d'exécution (UE) n °404/2011 de la Commission [3].

(6) Les demandes de financement de l'Union ont fait l'objet d'une évaluation de leur conformité avec les règles définies dans le règlement (CE) n° 391/2007 de la Commission du 11 avril 2007 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 861/2006 du Conseil en ce qui concerne les dépenses consenties par les États membres pour la mise en œuvre des systèmes de suivi et de contrôle applicables à la politique commune de la pêche [4].

[1] JO L 160 du 14.6.2006, p. 1.
[2] JO L 204 du 31.7.2013, p. 54.
[3] JO L 112 du 30.4.2011, p. 1.
[4] JO L 97 du 12.4.2007, p. 30.

(7) Il convient de fixer les montants maximaux et le taux de la participation financière de l'Union dans les limites prévues à l'article 15 du règlement (CE) n° 861/2006 et d'établir les conditions dont cette participation est assortie.

(8) Afin d'encourager les investissements dans les actions prioritaires définies par la Commission et compte tenu de l'incidence négative de la crise financière sur les budgets des États membres, il importe que les dépenses relatives aux domaines prioritaires susmentionnés bénéficient d'un taux de cofinancement élevé, dans les limites fixées à l'article 15 du règlement (CE) n° 861/2006.

(9) Pour pouvoir bénéficier d'une participation de l'Union, il convient que les projets cofinancés au titre de la présente décision soient conformes à toutes les dispositions applicables de la législation de l'Union et, en particulier, au règlement d'exécution (UE) n° 404/2011.

(10) Les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité de la pêche et de l'aquaculture,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Objet

La présente décision prévoit une participation financière complémentaire de l'Union aux dépenses effectuées par les États membres en 2013 dans le cadre de la mise en œuvre des systèmes de suivi et de contrôle applicables à la politique commune de la pêche (PCP), conformément à l'article 8, paragraphe 1, point a), du règlement (CE) n° 861/2006. Elle fixe le montant de la participation financière de l'Union allouée à chaque État membre, le taux de cette participation et les conditions dont elle est assortie.

Article 2

Liquidation des engagements en cours

Tous les paiements qui font l'objet d'une demande de remboursement sont effectués par l'État membre concerné au plus tard le 30 juin 2017. Les paiements effectués par un État membre après ce délai ne peuvent bénéficier d'un remboursement. Les crédits budgétaires inutilisés qui concernent la présente décision sont dégagés au plus tard le 31 décembre 2018.

Article 3

Nouvelles technologies et réseaux informatiques

1. En ce qui concerne les projets visés à l'annexe I, les dépenses consenties pour la mise en place de nouvelles technologies et de réseaux informatiques permettant une collecte et une gestion efficaces et sûres des données en liaison avec le suivi, le contrôle et la surveillance des activités de pêche peuvent bénéficier d'une participation financière correspondant à 90 % des dépenses admissibles, dans la limite des plafonds fixés dans ladite annexe.

2. En ce qui concerne les projets de traçabilité, la contribution de l'Union est limitée à un montant de 1 000 000 EUR dans le cas d'investissements effectués par les autorités des États membres, et de 250 000 EUR dans le cas d'investissements privés. Le nombre total de projets de traçabilité réalisés par des opérateurs privés est limité à 8 par État membre et par décision de financement.

3. Pour pouvoir bénéficier de la participation financière visée au paragraphe 2, tous les projets cofinancés en vertu de la présente décision doivent répondre aux exigences applicables prévues au règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil [1] et au règlement d'exécution (UE) n° 404/2011.

4. Les projets BG/13/02, concernant les compteurs Omega, EL/13/10, concernant l'utilisation de tablettes à des fins d'inspection, et PT/13/08, concernant des dispositifs de pesage, qui sont visés à l'annexe I, peuvent bénéficier d'une participation financière correspondant à 50 % des dépenses admissibles, dans les limites fixées dans ladite annexe.

Article 4

Dispositifs automatiques de localisation

1. En ce qui concerne les projets visés à l'annexe II, les dépenses consenties pour l'acquisition et l'installation à bord des navires de pêche de dispositifs automatiques de localisation permettant à un centre de surveillance de la pêche de suivre la trajectoire des navires à distance au moyen d'un système de surveillance des navires (VMS) peuvent bénéficier d'une participation financière à concurrence de 90 % des dépenses admissibles, dans les limites fixées dans ladite annexe.

2. Pour pouvoir bénéficier de la participation financière visée au paragraphe 1, les dispositifs automatiques de localisation doivent remplir les conditions fixées par le règlement d'exécution (UE) n° 404/2011.

Article 5

Systèmes d'enregistrement et de communication électroniques

En ce qui concerne les projets visés à l'annexe III, les dépenses consenties pour le développement, l'acquisition et l'installation des éléments nécessaires aux systèmes d'enregistrement et de communication électroniques, assistance technique comprise, en vue d'assurer l'interopérabilité desdits systèmes entre les États membres et de permettre la mise en œuvre de l'obligation de débarquer toutes les captures («interdiction des rejets») peuvent bénéficier d'une participation financière à concurrence de 90 % des dépenses admissibles, dans les limites fixées dans ladite annexe.

[1] JO L 343 du 22.12.2009, p. 1.

Article 6

Projets pilotes

En ce qui concerne les projets visés à l'annexe V, les dépenses consenties pour les projets pilotes portant sur les nouvelles technologies de contrôle peuvent bénéficier d'une participation financière à concurrence de 50 % des dépenses admissibles, dans les limites fixées dans ladite annexe.

Article 7

Participation totale maximale de l'Union ventilée par État membre

Les dépenses prévues, la part admissible s'y rapportant et la participation maximale de l'Union par État membre sont les suivantes:

(en EUR)

État membre	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Belgique	430 000	280 000	252 000
Bulgarie	35 791	35 791	24 031
Danemark	4 195 144	1 251 235	876 285
Estonie	400 000	400 000	360 000
Irlande	200 000	200 000	180 000
Grèce	228 500	78 500	50 650
Espagne	2 989 879	1 037 300	769 570
France	2 058 585	1 356 145	631 082
Croatie	267 490	267 490	227 400
Italie	1 850 000	422 000	379 800
Chypre	100 000	100 000	90 000
Lettonie	124 038	124 038	111 634
Lituanie	99 919	99 919	89 927
Malte	1 470 510	615 000	553 500
Pologne	1 487 812	1 389 812	1 090 831
Portugal	443 954	161 500	143 150
Roumanie	40 000	0	0
Finlande	1 800 000	1 050 000	945 000
Suède	2 450 000	1 150 000	1 035 000
Royaume-Uni	31 553	25 710	23 140
Total	**20 703 175**	**10 044 440**	**7 833 000**

Article 8

Destinataires

Le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, le Royaume de Danemark, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République de Croatie, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Malte, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 9 décembre 2013.

Par la Commission
Maria DAMANAKI
Membre de la Commission

ANNEXE I

NOUVELLES TECHNOLOGIES ET RÉSEAUX INFORMATIQUES

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Bulgarie:			
BG/13/02	20 452	20 452	10 226
BG/13/03	15 339	15 339	13 805
Sous-total	***35 791***	***35 791***	***24 031***
Danemark:			
DK/13/21	469 509	469 509	172 731
DK/13/23	335 363	335 363	301 827
DK/13/24	250 000	0	0
DK/13/25	250 000	0	0
DK/13/26	250 000	0	0
DK/13/27	278 000	0	0
DK/13/28	275 000	0	0
DK/13/29	275 000	0	0
DK/13/30	275 000	0	0
DK/13/31	275 000	111 000	99 900
DK/13/32	300 000	0	0
DK/13/33	403 423	0	0
DK/13/34	221 340	0	0
DK/13/35	2 146	0	0
Sous-total	***3 859 781***	***915 872***	***574 458***
Irlande:			
IE/13/04	200 000	200 000	180 000
Sous-total	***200 000***	***200 000***	***180 000***
Grèce:			
EL/13/10	50 000	50 000	25 000
EL/13/11	28 500	28 500	25 650
Sous-total	***78 500***	***78 500***	***50 650***
Espagne:			
ES/13/42	718 632	0	0
ES/13/45	454 090	0	0

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
ES/13/50	365 000	365 000	328 500
ES/13/54	33 900	0	0
ES/13/55	50 000	0	0
ES/13/56	16 000	16 000	14 400
ES/13/57	72 000	0	0
Sous-total	***1 709 622***	***381 000***	***342 900***
France:			
FR/13/14	498 798	498 798	250 000
FR/13/15	711 700	711 700	250 000
FR/13/16	276 000	0	0
FR/13/17	115 647	115 647	104 082
FR/13/18	176 440	0	0
Sous-total	***1 778 585***	***1 326 145***	***604 082***
Croatie:			
HR/13/08	10 000	10 000	9 000
HR/13/10	247 490	247 490	209 400
Sous-total	***257 490***	***257 490***	***218 400***
Italie:			
IT/13/10	450 000	422 000	379 800
IT/13/11	1 400 000	0	0
Sous-total	***1 850 000***	***422 000***	***379 800***
Lettonie:			
LV/13/04	124 038	124 038	111 634
Sous-total	***124 038***	***124 038***	***111 634***
Lituanie:			
LT/13/06	15 929	15 929	14 336
LT/13/05	26 066	26 066	23 459
Sous-total	***41 995***	***41 995***	***37 795***
Malte:			
MT/13/04	55 510	0	0
MT/13/05	1 400 000	600 000	540 000
MT/13/06	15 000	15 000	13 500
Sous-total	***1 470 510***	***615 000***	***553 500***
Pologne:			
PL/13/16	250 000	152 000	136 800
PL/13/17	147 512	147 512	132 761

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
PL/13/18	240 300	240 300	216 270
Sous-total	***637 812***	***539 812***	***485 831***
Portugal:			
PT/13/06	129 200	111 100	99 990
PT/13/08	5 500	5 500	2 750
PT/13/09	264 354	0	0
Sous-total	***399 054***	***116 600***	***102 740***
Roumanie:			
RO/13/18	40 000	0	0
Sous-total	***40 000***	***0***	***0***
Finlande:			
FI/13/11	350 000	350 000	315 000
FI/13/14	150 000	150 000	135 000
FI/13/15	750 000	0	0
Sous-total	***1 250 000***	***500 000***	***450 000***
Suède:			
SE/13/04	500 000	0	0
SE/13/05	350 000	0	0
SE/13/06	450 000	0	0
SE/13/07	450 000	450 000	405 000
SE/13/08	200 000	200 000	180 000
Sous-total	***1 950 000***	***650 000***	***585 000***
Royaume-Uni:			
UK/13/05	9 933	9 933	8 940
UK/13/06	1 753	1 753	1 578
UK/13/07	5 843	0	0
Sous-total	***17 529***	***11 686***	***10 518***
Total	**15 700 707**	**6 215 929**	**4 711 339**

ANNEXE II

DISPOSITIFS AUTOMATIQUES DE LOCALISATION

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
France:			
FR/13/12	250 000	0	0
Sous-total	***250 000***	***0***	***0***
Royaume-Uni:			
UK/13/04	14 024	14 024	12 622
Sous-total	***14 024***	***14 024***	***12 622***
Total	**264 024**	**14 024**	**12 622**

ANNEXE III

SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUES

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Belgique:			
BE/13/10	40 000	40 000	36 000
BE/13/11	200 000	200 000	180 000
BE/13/12	40 000	40 000	36 000
Sous-total	***280 000***	***280 000***	***252 000***
Danemark:			
DK/13/22	335 363	335 363	301 827
Sous-total	***335 363***	***335 363***	***301 827***
Estonie:			
EE/13/04	300 000	300 000	270 000
EE/13/05	100 000	100 000	90 000
Sous-total	***400 000***	***400 000***	***360 000***
Espagne:			
ES/13/43	246 300	246 300	221 670
Sous-total	***246 300***	***246 300***	***221 670***
France:			
FR/13/13	30 000	30 000	27 000
Sous-total	***30 000***	***30 000***	***27 000***
Croatie:			
HR/13/09	10 000	10 000	9 000
Sous-total	***10 000***	***10 000***	***9 000***
Chypre:			
CY/13/04	100 000	100 000	90 000
Sous-total	***100 000***	***100 000***	***90 000***
Lituanie:			
LT/13/04	57 924	57 924	52 132
Sous-total	***57 924***	***57 924***	***52 132***
Pologne:			
PL/13/14	350 000	350 000	100 000
PL/13/15	100 000	315 000	90 000
Sous-total	***450 000***	***450 000***	***405 000***
Portugal:			
PT/13/07	44 900	44 900	40 410
Sous-total	***44 900***	***44 900***	***40 410***

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Finlande:			
FI/13/10	350 000	350 000	315 000
FI/13/12	200 000	200 000	180 000
Sous-total	***550 000***	***550 000***	***495 000***
Suède:			
SE/13/09	500 000	500 000	450 000
Sous-total	***500 000***	***500 000***	***450 000***
Total	**3 004 487**	**3 004 487**	**2 704 039**

ANNEXE V

PROJETS PILOTES

(en EUR)

Nature de la dépense	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Belgique:			
BE/13/13	150 000	0	0
Sous-total	***150 000***	***0***	***0***
Espagne:			
ES/13/44	471 074	0	0
ES/13/46	250 000	250 000	125 000
ES/13/48	160 000	160 000	80 000
ES/13/49	100 000	0	0
ES/13/51	2 000	0	0
Sous-total	***983 074***	***410 000***	***205 000***
Pologne:			
PL/13/13	400 000	400 000	200 000
Sous-total	***400 000***	***400 000***	***200 000***
Total	**1 533 074**	**810 000**	**405 000**

ANNEXE VI

MONTANTS RELATIFS AUX PROGRAMMES DE FORMATION ET D'ÉCHANGE ET AUX INITIATIVES DE SENSIBILISATION AUX RÈGLES DE LA PCP QUI ONT ÉTÉ REJETÉS

(en EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national complémentaire de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Grèce:			
EL/13/12	150 000	0	0
Sous-total	***150 000***	***0***	***0***
Espagne:			
ES/13/47	40 000	0	0
ES/13/52	8 082	0	0
ES/13/53	2 800	0	0
Sous-total	***50 882***	***0***	***0***
Total	**200 882**	**0**	**0**